

France-Paris: Furniture
OJ S 248/2023 26/12/2023
Contract notice
Supplies

Legal Basis:
Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: BANQUE DE FRANCE – Direction des Achats
National registration number: 57210489100013
Postal address: 39 rue Croix des Petits champs
Town: PARIS CEDEX 01
NUTS code: FR France
Postal code: 75049
Country: France
Contact person: Bierre Roxane
E-mail: 1197-ACHATS_IMMO-UT@banque-france.fr
Internet address(es):
Main address: www.banque-france.fr
Address of the buyer profile: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>
Additional information can be obtained from the abovementioned address
Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>
Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Economic and financial affairs

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Fourniture de mobilier
Reference number: DAF_2023_000576

II.1.2. Main CPV code

39100000 Furniture

II.1.3. Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

Le marché est un accord-cadre à bons de commande pour la fourniture de mobiliers de bureaux et de sièges neufs, pour tous les sites de la Banque de France ainsi que la reprise de mobilier de bureau et de sièges usagés.

Il se décompose en 2 lots :

- Le lot 1 : Sièges (chaises et fauteuils de bureau, sièges d'accueil, de réunion et d'atelier) dont une centaine affectée aux agents en télétravail.
- Le lot 2 : Mobiliers de bureaux (plans de travail, tables de réunion, caissons et armoires)

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 19 250 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for all lots

II.2. Description

II.2.1. Title

Fourniture de Sièges de bureaux neufs (hors autres mobiliers de bureaux)

Lot No: 1

II.2.2. Additional CPV code(s)

39130000 Office furniture

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

II.2.4. Description of the procurement

Ce lot a pour objet la fourniture de sièges de bureaux neufs incluant l'acquisition, le transport, le chargement/déchargement, la livraison, le déballage, l'enlèvement des emballages vides, l'installation sur site, le montage, les réglages ainsi qu'une démonstration de l'utilisation si besoin, de sièges de bureaux neufs, pour tous les sites de la Banque de France ainsi que la reprise de sièges de bureaux usagés.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 4 650 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 24

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

5*12 mois par tacite reconduction

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged number of candidates: 5 Objective criteria for choosing the limited number of candidates:

Critère 1— Références (60 %)

Présentation d'une liste des fournitures effectuées en lien avec l'objet du marché au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, le lieu, et le destinataire public ou privé.

Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur de l'opérateur économique.

Critère 2 — Certifications qualité socio-environnementale (40 %) :

Au minimum une certification qualité (ISO 9001, etc. ...) avec indication de leur périmètre en cours d'obtention.

Au minimum une certification environnementale ou sociétale de type ISO 14001, ou équivalent en cours d'obtention

Au minimum une norme de conformité NFOEC ou équivalent en cours d'obtention

Au minimum une norme anti feu ou équivalent en cours d'obtention

En cas d'égalité sur le 5ème et dernier rang, seul celui qui obtient la meilleure note sur le critère « Références » est classé 5ème.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

La date limite des questions pour la phase des candidatures est le 12/01/2024 12h00.

II.2. Description

II.2.1. Title

Fourniture de mobilier de bureaux (hors sièges de bureau)

Lot No: 2

II.2.2. Additional CPV code(s)

39130000 Office furniture

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

II.2.4. Description of the procurement

Ce lot a pour objet l'acquisition, le transport, le chargement/déchargement, la livraison, le déballage, l'enlèvement des emballages vides, l'installation sur site, le montage, les réglages ainsi que les éventuelles démonstrations (sur demande de la Banque de France, de mobilier de bureau, pour tous les sites de la Banque de France ;

La reprise de mobilier de bureau usagé.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 14 600 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 24

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:
5*12 mois par tacite reconduction

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged number of candidates: 5 Objective criteria for choosing the limited number of candidates:

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats:

Critère 1— Références (60 %)

Présentation d'une liste des fournitures effectuées en lien avec l'objet du marché au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, le lieu, et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur de l'opérateur économique.

Critère 2 — Certifications qualité socio-environnementale (40 %) :

Au minimum une certification qualité (ISO 9001, etc. ...) avec indication de leur périmètre en cours d'obtention.

Au minimum une certification environnementale ou sociétale de type ISO 14001, ou équivalent en cours d'obtention

Au minimum une norme de conformité NF EN 1335 ou équivalent en cours d'obtention

Au minimum une norme environnementale PEFC ou équivalent en cours d'obtention.

En cas d'égalité sur le 5ème et dernier rang, seul celui qui obtient la meilleure note sur le critère « Références » est classé 5ème

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

La date limite des questions pour la phase des candidatures est le 12/01/2024 12h00.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Liste et description succincte des critères de sélection :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (HT) du candidat sur les 3 derniers exercices disponibles ;
- Bilan ou extraits de bilans des 3 derniers exercices disponibles ;
- Comptes de Résultats des 3 derniers exercices disponibles

Minimum level(s) of standards possibly required:

- Le chiffre d'affaires global annuel HT doit être supérieur ou égal à :
 - pour le lot 1 : 2 000 000 euros sur au moins un des trois derniers exercices disponibles
 - pour le lot 2 : 4 000 000 euros sur au moins un des trois derniers exercices disponibles
- Le ratio capitaux propres/Capital Social doit être supérieur à 0,5 sur au moins un des trois derniers exercices disponibles

- Le résultat net doit être positif sur au moins un des trois derniers exercices disponibles. En cas de groupement, ces niveaux devront être respectés par le seul mandataire du groupement.
- Toutes les candidatures qui ne présenteront pas les niveaux minimaux de capacité économique et financière requis seront éliminées.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

1- critère 1— Références (60 %)

Présentation d'une liste des fournitures effectuées en lien avec l'objet du marché au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, le lieu, et le destinataire public ou privé.

Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur de l'opérateur économique.

2- critère 2 — Certifications qualité socio-environnementale (40 %)

Minimum level(s) of standards possibly required:

Pour les Lot 1 et 2

Au minimum une certification qualité (ISO 9001, etc. ...) avec indication de leur périmètre en cours d'obtention.

Au minimum une certification environnementale ou sociétale de type ISO 14001, ou équivalent en cours d'obtention

Pour le lot 1 :

Au minimum une norme de conformité NFOEC ou équivalent en cours d'obtention

Au minimum une norme anti feu ou équivalent en cours d'obtention

Pour le lot 2 :

Au minimum une norme de conformité NF EN 1335 ou équivalent en cours d'obtention

Au minimum une norme environnementale PEFC ou équivalent en cours d'obtention.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. S'il est conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Banque de France.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Restricted procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

In the case of framework agreements, provide justification for any duration exceeding 4 years:

Le dépassement de la durée de cet accord-cadre est justifié par l'objet du marché car l'équipement en mobilier du réseau doit être homogène. Or la restructuration du Réseau de la Banque de France est programmée jusqu'en 2030. Ce marché intervient donc dans une période transitoire. C'est la raison pour laquelle il est demandé que la gamme de chaque mobilier soit disponible pendant toute cette période.

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 26/01/2024 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Le candidat fournit à l'appui de sa candidature, outre les documents exigés au III.1.1 à III.1.3 du présent avis :

I - une attestation sur l'honneur dûment datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L.2141-1 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant les travailleurs handicapés ;

II - les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager les candidats, et du mandataire en cas de groupement d'entreprises ;

III - la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ou sauvegarde.

Ces renseignements peuvent être présentés dans un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Pour la fourniture des documents ou renseignements demandés ci-dessus, le candidat peut valablement produire les pièces ou informations équivalentes dans l'État dans lequel il est établi. Conformément à l'article R2143-16 du code de la commande publique, le soumissionnaire doit remettre une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue.

IV- une attestation sur l'honneur dûment datée et signée au titre de l'article 5 duodecies paragraphe 1er du règlement (UE) 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 modifié concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante :

<https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (groupement, sous-traitance), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché.

Les candidats souhaitant déposer un dossier de candidature suivent la procédure figurant dans le document intitulé « modalités de dépôt des candidatures et des offres » téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France : <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Conformément à l'article R2144-5 du code de la commande publique, les candidats retenus pour déposer une offre seront invités à produire les certificats fiscaux et sociaux visés aux articles 1er et 2 de l'arrêté du 22 mars 2019, fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession. Les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (ou, le cas échéant D.8222-7, D8254-3 et R1263-12 du Code du travail) relatives au travail dissimulé devront également être produites.

Attention: lors du téléchargement du dossier de consultation sur le profil acheteur de la Banque de France, ils ne sont pas obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne sont pas avertis par le profil acheteur de la Banque de France des éventuelles modifications opérés dans le cadre de l'appel d'offres, et ils ne reçoivent pas les réponses aux questions.

En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant le profil acheteur de la Banque de France, le service support est joignable aux coordonnées suivantes :

Tél : +33 (0) 825 00 13 26 (0,20€/min + prix d'un appel local)

Courriel : support@safetender.com

Chaque candidat est tenu de signaler, selon les modalités prévues pour les questions, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces du présent avis. À défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences et règles de sélection posées par le présent avis au titre des candidatures.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris cedex 04

Postal code: 75181

Country: France

E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: +33 144594400

Internet address: <http://paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative, pouvant être exercé jusqu'à la signature du marché,
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA,
- Recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

VI.5.

Date of dispatch of this notice
21/12/2023